

DOSSIER DE PRESSE

Un an après le séisme en Haïti



Bilan du soutien aux organisations locales partenaires du CCFD-Terre Solidaire en Haïti

L'appel au don lancé par le CCFD-Terre Solidaire suite au séisme en Haïti lui a permis de collecter 2 millions d'euros pour renforcer son soutien auprès des 7 organisations locales qui sont ses partenaires dans le pays. Dans un premier temps, cette aide a été utilisée pour les aider à faire face à des besoins d'urgence. Le CCFD-Terre Solidaire travaille actuellement avec eux à la mise en œuvre d'actions de long terme pour relancer la production agricole et favoriser la structuration de la société civile.

Le soutien du CCFD-Terre Solidaire dans la phase d'urgence

Dans la phase d'urgence, le CCFD-Terre Solidaire a engagé 430 000 € auprès des organisations haïtiennes qui sont ses partenaires dans le pays selon 5 axes.

Mise à disposition d'un fonds de solidarité pour à faire face aux besoins de première urgence des populations : kits alimentaires, remise en état de maisons, reprise de la scolarité des enfants...

Fourniture d'abris pour les populations sinistrées : 150 tentes et 3 000 bâches ont été envoyées pour abriter des populations sinistrées à Gressier, aux Palmes et à Delatte.



Renforcement de l'accès aux soins des populations :

- par le financement de dispensaires aux Palmes et Delatte,
- et par une mission médicale effectuée en mars par des bénévoles du réseau du CCFD-Terre Solidaire du Loiret : 200 à 300 personnes par jour ont pu être soignées dans des zones rurales abandonnées ou des camps de réfugiés (Gressier – clinique mobile et Mariani).

Reconstitution de la capacité d'intervention de ces organisations locales, par la remise en état des locaux.



Fourniture de semences vivrières locales : 100 000 € ont permis à 4 organisations paysannes d'acheter 75 tonnes de pois, maïs... Deux d'entre elles ont décidé de distribuer ces semences sous forme de prêts et remboursements en nature, créant ainsi des banques de semences.

Sur le long terme, le CCFD-Terre Solidaire accentue son soutien pour que ces organisations haïtiennes prennent toute leur place dans la phase de reconstruction.

La société civile haïtienne est l'acteur incontournable de la reconstruction en profondeur d'Haïti. Pour sortir de l'hyper-centralisation du pays et de la « République de Port-au-Prince », il faut miser sur le développement agricole et rural et sur une vraie décentralisation des services et de l'économie.

1. Le renforcement du développement agricole et rural



Séchage de riz -association RACPABA- mars 2010

Déploiement d'un **fonds de financement adapté aux spécificités du monde rural** et accessible aux paysans et aux entrepreneurs ruraux pour relancer et dynamiser l'agriculture haïtienne. Porté par le KNFP et mis sur pied avec l'expertise de la SIDI, filiale du CCFD-Terre Solidaire pour la finance solidaire, ce fonds permettra le développement de 1500 entreprises sur 5 ans (voir page 6).

Expérimentation de la **production locale de semences maraichères**, actuellement importées en totalité.



Vergers multi-espèces (mangues, millet, pois congo ...) à Gros-Morne

Appui à une **filière mangue** à Gros Morne, pour l'exportation et pour la consommation et transformation locales (mangue séchées, pulpe pour jus de fruit...). Plantation de vergers multi-espèces, greffage de manguiers, formation des producteurs aux techniques de production, d'entretien, et de récolte, organisation collective des étapes de la collecte à l'exportation (contrôle qualité, stockage, transport, négociation...) avec ITECA et la coopérative de producteurs de mangues de Gros-Morne COOPCOM.

2. Bien organisés, ces partenaires s'investissent dans la structuration de la société civile.

Des capacités réelles, à reconnaître, déployer, renforcer et coordonner

Malgré les difficultés liées au contexte de l'urgence, les ONG haïtiennes ont été les premières à répondre à la situation. Leur mobilisation a permis de sauver de nombreuses vies. Ces mêmes ONG s'organisent aujourd'hui pour gérer des projets d'envergure et des sommes d'argent importantes dans la phase de reconstruction. Cette situation exige un accompagnement d'un type nouveau et des mesures d'appui institutionnel pour renforcer les capacités d'intervention techniques, sociales et politiques de nos partenaires.

En coordination avec les ONG catholiques de développement membres de la CIDSE*, le CCFD-Terre Solidaire participera à un programme de renforcement des capacités de ses partenaires, et soutiendra leurs propres efforts de coordination pour qu'ils influencent et participent effectivement au processus de reconstruction d'Haïti.



Des initiatives pour l'émergence de structures décentralisées (collectivités locales, bureaux décentralisés des organisations de la société civile) qui font défaut aujourd'hui encore en Haïti :

- Concert'Action prévoit d'appuyer 5 collectivités locales (aux Palmes et à Delatte) dans la création de centres administratifs autonomes (ils sont aujourd'hui liés au domicile de la personne en charge de la fonction) et dans la formation d'élus (droits, responsabilités, méthode).
- ITECA a décidé de décentraliser ses bureaux dans ses 4 zones d'intervention afin de contribuer à la structuration régionale et locale (Gressier, Gros Morne, St Marc, Savanette).
- Justice et Paix élargit le public auquel s'adressent ses formations sur les droits humains, et notamment sur la décentralisation.

*Coopération internationale pour le développement et la solidarité : coordination des organisations catholiques de développement des pays du Nord

L'action des partenaires du CCFD-Terre Solidaire en Haïti

Le CCFD-Terre Solidaire est impliqué depuis 40 ans en Haïti à travers un réseau d'acteurs locaux de développement engagés auprès des populations dans divers domaines de la lutte contre la pauvreté et du développement (production agricole, formation de paysans, micro-crédit, droits de l'homme...).

Ces acteurs constitutifs de la société civile haïtienne sont mobilisés en faveur d'une réforme de la gouvernance du pays et d'un changement de modèle économique permettant d'endiguer l'extrême pauvreté dont souffre le pays depuis des décennies.



La reconstruction du pays ne pourra se faire que si la population haïtienne y est associée. Selon Xavier Ricard, directeur des partenariats internationaux au CCFD-Terre Solidaire, « *Face au gigantesque défi que constitue la reconstruction du pays tout entier, un des écueils serait de croire au mirage de « la page blanche » en ignorant le travail réalisé depuis de nombreuses années par les acteurs de la société civile haïtienne. Ces femmes et ces hommes ont fait le choix de rester en dépit des immenses difficultés et sont aujourd'hui porteurs d'une véritable vision alternative du développement du pays* ».

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – MICRO-CREDIT

KNFP - Konsey Nasyonal Finansman Popilè

Le KNFP est un réseau de neuf institutions de financement populaire, fondé en 1998, qui milite en faveur de la reconnaissance et d'un cadre légal pour le financement rural. Il apporte appui et formation dans le domaine du financement populaire, du renforcement institutionnel, auprès de plusieurs acteurs de terrain, en particulier une douzaine d'organisations paysannes dans tout le pays. A travers ces organisations, le KNFP touche plusieurs dizaines de milliers de personnes, essentiellement des familles rurales. Le KNFP met notamment en place des formations au bénéfice de différents publics : petits entrepreneurs, animateurs de banques communautaires, animateurs de mutuelles de solidarités (MUSO), dirigeants d'organisations paysannes...



Le KNFP met notamment en place des formations au bénéfice de différents publics : petits entrepreneurs, animateurs de banques communautaires, animateurs de mutuelles de solidarités (MUSO), dirigeants d'organisations paysannes...

Suite au séisme

Le CCFD-Terre Solidaire travaille étroitement avec sa filiale d'investissement solidaire, la SIDI*, pour renforcer le travail du KNFP sur l'accès au financement. Il s'agit de déployer un fonds spécifique pour le financement du développement rural : le Fonds rural d'investissement et crédit solidaire (FRICS). Ce fonds permettra aux petits paysans, privés d'accès au crédit, d'accéder à des mécanismes de financement, d'accompagnement et de garantie pour développer leur production agricole familiale. Ce fonds innovant permettra de financer différentes filières de productions, notamment une filière de production de mangues.

L'association développe également un espace de concertation (MAKON) entre acteurs de la société civile (MUSO, coopératives, organisations paysannes, structures de financement populaires...) et autorités locales.

Suite à l'épidémie de choléra

Le KNFP a organisé une mission médicale pour des populations sans moyens ou dans des zones non couvertes par les soins de santé. En particulier à Gros Morne, où les organisations locales habituées à se concerter ont pu réagir conjointement.

* Solidarité internationale pour le développement et l'investissement, créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983

ITECA

L'Institut de technologie et d'animation est une ONG d'appui aux mouvements paysans. Dans différentes zones du pays, elle mène des projets d'éducation populaire et met l'accent sur la formation des paysans et de leurs organisations sur les aspects techniques, organisationnels, commerciaux, etc.



Les locaux d'ITECA après le séisme



Distribution des tentes aux familles bénéficiaires

Suite au séisme

L'association dont les bureaux de Port-au-Prince ont été détruits et qui interpelle régulièrement l'Etat haïtien sur la nécessité d'une décentralisation, a pris la décision de décentraliser ses bureaux. Des équipes se sont installées à Gros Morne, St Marc, Gressier, Savanette afin de renforcer l'accompagnement des populations rurales et des mouvements paysans, et d'approfondir le travail sur les filières mangue, avocat, maraîchage....

Du fait de sa forte présence auprès des populations de Gressier (où son centre de formation a été détruit), ITECA a joué un rôle primordial dans l'accompagnement de ces populations rurales proches de Port-au-Prince : fourniture de semences, d'abris temporaires, programmes de reconstruction de maisons, concertation avec les autorités pour la mise en place de services de proximité (eau, assainissement, santé...).

Suite à l'épidémie de choléra

L'épidémie de choléra a atteint Gressier début décembre. L'équipe d'ITECA s'est mobilisée, en lien avec des bénévoles du réseau du CCFD-Terre Solidaire en région Centre constitués en association (Santé formation développement – SFD), déjà impliqués dans la réponse d'urgence, en fournissant des soins médicaux suite au séisme, et impliqués dans la constitution d'un système de santé de proximité durable.

CONCERT'ACTION Concertation et action pour le développement

Concert'Action intervient dans le domaine du développement rural, en agriculture et santé communautaire, en lien avec des communautés rurales. L'association intervient dans de nombreux domaines : construction de routes, aménagements anti érosifs, dispensaires, adduction d'eau potable et gestion communautaire de ces réseaux, centre de traitement et de commercialisation agricole (café...).



Captage d'eau réalisé par la communauté de Sainte Suzanne

Concert'Action a développé une réelle expertise en matière d'accès à l'eau en milieu rural dans plusieurs zones du pays notamment avec le « Projet d'amélioration et pérennisation de l'accès à l'eau potable dans les communes défavorisées de Sainte-Suzanne » cofinancé sur 4 ans depuis 2008/09 par le CCFD-Terre Solidaire et le ministère des Affaires étrangères français.

Depuis le séisme

L'association développe de nombreux programmes de développement rural incluant la reconstruction de maisons et un appui à la décentralisation à travers un programme de formation des élus et de construction de centres administratifs.

De par sa proximité avec la population dans la zone de Petit Goâve, l'association a joué un rôle primordial dans l'accompagnement des populations sinistrées en milieu rural proche de Port-au-Prince.



Pépinière à Sainte Suzanne



Maison bâchée dans la zone des Palmes

TET KOLE

Tèt Kole est une organisation paysanne implantée dans pratiquement tout le pays (8 départements), qui a la particularité, au-delà de la défense des petits producteurs, de défendre et mettre en valeur l'identité paysanne haïtienne. Elle est issue du processus d'organisation de communautés rurales de base dans les années 70 dans le Nord-ouest, qui a souffert d'une sanglante répression (en particulier le massacre de 139 paysans en 1987 à Jean Rabel). Malgré peu de moyens, Tèt Kole a acquis une certaine notoriété et s'implique dans des mouvements internationaux tels que Via Campesina. Le CCFD-Terre Solidaire soutient depuis 2008 un projet d'appui à l'élevage caprin à Ranquite, une commune rurale très isolée.



Suite au séisme

Tèt Kole prévoit de renforcer l'élevage caprin dans plusieurs autres zones du pays afin de contribuer à la recapitalisation des petits producteurs agricoles.



FONHSUD

Le Fonds haïtien d'appui au développement du Sud a été créé à l'initiative du curé de la paroisse d'Aquin. L'association intervient dans le champ du développement local, essentiellement sur les questions de reboisement, accès à l'eau, accompagnement de MUSO, développement agricole et de concertation avec les élus. Le CCFD-Terre Solidaire apporte un appui à plusieurs lignes de travail : plantation d'arbres, réhabilitation et protection de sources, développement de l'élevage caprin notamment.

Suite au séisme

FONHSUD s'est mobilisé pour accueillir l'important flux de déplacés qui sont venus chercher refuge dans le département du Sud.

Commission Épiscopale Justice et Paix - Jistis ak Lapè Archidyosèz Potoprens (JILAP)

Partenaire de longue date, JILAP développe avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire un Plan national de formation en droits humains, à destination d'environ 200 commissions Justice & Paix dans tout le pays, aux niveaux paroisse/évêché/archevêché. JILAP assure également le monitoring de la situation des Droits humains en Haïti et notamment la situation dans les prisons. Il publie régulièrement des rapports sur les violences à Port-au-Prince, et récemment un état des lieux sur les armes, les prisons...



Photo de camp à Port-au-Prince

Suite au séisme

Des groupes de paroles ont été mis en place dans les camps : « ti koze sou tranbleman tè », ainsi que des programmes de formation sur la prévention des conflits : « bati lapè ».

A l'occasion des élections, Justice et Paix est fortement mobilisé dans l'observation des élections avec 1 300 agents accrédités par le Conseil électoral provisoire (CEP) et dans un travail d'éducation civique de la population.

En 2010, le plan de formation porte sur la décentralisation. Il a été réalisé auprès d'un public élargi, et notamment dans les camps de réfugiés (525 personnes ont été formées sur Port-au-Prince et dans l'Ouest par 30 formateurs).

KLIB TIMOUN

Basé à Verrettes, Klib Timoun est une petite structure qui propose aux enfants « restavek » (enfants issus de familles pauvres qui sont « donnés » ou confiés à d'autres familles, et se retrouvent souvent abandonnés, ou bien sortis du système scolaire, ou exploités) des activités d'alphabétisation, culturelles, des formations diverses notamment sur les droits humains, ou pré-professionnalisantes (coiffure, couture, ébénisterie...). Klib Timoun apporte aussi une formation aux animateurs des centres pour enfants. Le CCFD-Terre Solidaire apporte un appui institutionnel à cette structure.



Suite au séisme

Le programme de formation pour 2010 a été axé sur la prévention des risques naturels et la valorisation du milieu rural.